

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingt-quatrième session
Rome, 18-20 avril 2005

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION D'ASSISTANCE

FINANCIÈRE

À LA

RÉPUBLIQUE D'EL SALVADOR

POUR LE

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE MODERNISATION
POUR LA RÉGION EST**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU FINANCEMENT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience passée du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec El Salvador	2
DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET	5
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	11
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects novateurs	12
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	13
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE FINANCEMENT NÉGOCIÉ	 15

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN EL SALVADOR (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA EN EL SALVADOR)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. RURAL POVERTY IN EL SALVADOR (PAUVRETÉ RURALE EN EL SALVADOR)	6
V. AREAS OF IFAD GOVERNMENT POLICY DIALOGUE (DOMAINES DE DIALOGUE ENTRE LE FIDA ET LE GOUVERNEMENT)	7
VI. MATRIX OF POVERTY DETERMINANTS AND REQUIRED PROJECT ACTIONS (MATRICE DES CAUSES DÉTERMINANTES DE LA PAUVRETÉ ET DES MESURES À PRENDRE DANS LE CADRE DU PROJET)	8
VII. PROJECT PRIORITY MUNICIPALITIES (MUNICIPALITÉS PRIORITAIRES AU TITRE DU PROJET)	9
VIII. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	10
IX. FINANCIAL RESULTS OF AGRICULTURAL BUSINESS (RÉSULTATS FINANCIERS DES ENTREPRISES AGRICOLES)	11

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire = dollar des États-Unis (USD)

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

ALEAC	Accord de libre-échange de l'Amérique centrale
BID	Banque interaméricaine de développement
COMURES	Corporation des municipalités d'El Salvador
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
FISDL	Fonds d'investissements sociaux pour le développement local
FUSADES	Fondation salvadorienne pour le développement
ISDEMU	Institut salvadorien pour la promotion de la femme
MAG	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PREMODER	Programme de reconstruction et de modernisation rurale
PROCHALATE	Projet de réhabilitation et de développement dans les régions dévastées par la guerre du Département de Chalatenango
PRODAP II	Projet de développement rural de la région centrale – II
PRODERNOR	Projet de développement rural dans la région du nord-est
UGP	Unité de gestion du projet
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'EL SALVADOR

Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: Système d'information géographique, Ministère de l'agriculture.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE D'EL SALVADOR

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE MODERNISATION
POUR LA RÉGION EST**

RÉSUMÉ DU FINANCEMENT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
PAYS BÉNÉFICIAIRE:	République d'El Salvador
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture
COÛT TOTAL DU PROJET:	22,2 millions de USD
MONTANT DU FINANCEMENT DU FIDA:	Prêt: 9,95 millions de DTS (équivalent approximativement à 15,0 millions de USD) Don: 670 000 DTS (équivalent approximativement à 1,0 million de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
CONTRIBUTION DU PAYS BÉNÉFICIAIRE:	5,2 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	1,0 million de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Le groupe cible comprendra 73 000 hommes et femmes vivant au-dessous du seuil de pauvreté, dont 33 000 bénéficieront directement du projet et 40 000 indirectement. Il s'agit de petits exploitants pauvres (75 %), de microentrepreneurs et d'artisans (10 %) ainsi que de jeunes (15 %) des deux sexes. Le projet aidera ces derniers en leur dispensant une formation professionnelle. Parmi les bénéficiaires directs, il y aura 10 000 femmes chefs de ménage, épouses ou compagnes.

Pourquoi sont-ils pauvres? El Salvador est l'un des pays les plus pauvres de la région d'Amérique latine et des Caraïbes. Entre 1980 et 1992, le pays a connu 12 années de guerre civile ininterrompue qui ont causé des dommages sociaux et des dégâts à l'infrastructure considérables et provoqué un net recul de l'économie. Les effets de l'ouragan Mitch en 1998, des deux tremblements de terre de 2001 et de la chute marquée des cours mondiaux du café ont encore affaibli l'économie du pays et accru l'ampleur de la pauvreté. L'étendue de la pauvreté rurale et l'absence de perspectives économiques ont été des facteurs importants de conflit interne ainsi que de forte migration de la population salvadorienne. En dépit de quelques progrès économiques, la majorité de la population a un faible niveau de développement social et humain, un accès limité aux avoirs productifs, un faible potentiel de création de revenus et des ressources naturelles détériorées.

Que leur apportera le projet? Le projet est conçu suivant trois lignes de force définies dans l'optique de venir à bout des causes historiques de la pauvreté: i) le renforcement du capital humain et social; ii) la transformation des activités actuelles de production agricole et non agricole de subsistance en entreprises rurales rentables et tournées vers le marché; et iii) la remise en état des zones détériorées et l'établissement d'un mode permanent d'utilisation durable des ressources naturelles. Le projet donnera aux bénéficiaires les moyens de participer efficacement au processus de création d'entreprises rurales lucratives de type agricole et non agricole. Pour relever durablement le niveau des revenus des bénéficiaires, le projet sera axé sur les organisations, le marché et la gestion. Il évaluera la compétitivité commerciale de toutes les activités de production (agricole et non agricole) dans le souci d'assurer le passage d'une production de subsistance à une production commerciale génératrice de revenus. Dans le cadre d'un processus interactif, les organisations d'exploitants et de microentrepreneurs évalueront la possibilité de commercialiser certains produits avant de recevoir un soutien financier ou technique. Pour réduire les coûts de transaction et promouvoir une gestion plus rationnelle des processus de production et de commercialisation, le projet encouragera, renforcera et modernisera les organisations économiques des petits exploitants et des microentrepreneurs. Le projet aidera également les bénéficiaires à lutter contre la déforestation, l'érosion des sols, la désertification, la détérioration de l'environnement et la perte d'eau dont souffre la région orientale, grâce à la formation, à l'éducation et à des investissements.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? Le projet associera les bénéficiaires à la planification, à la gestion et au contrôle des activités de développement local au moyen d'un diagnostic participatif et d'une planification stratégique. Il contribuera ainsi à renforcer l'autonomie de la société civile rurale, en particulier des pauvres et de leurs organisations économiques. Le projet vise à soutenir des groupes représentatifs parmi les bénéficiaires afin qu'ils soient en mesure d'exprimer leurs vues et de faire valoir leurs intérêts lors de l'élaboration des programmes de développement municipaux et départementaux. Des mécanismes d'information en retour seront établis avec les petits exploitants, les organisations recrutées pour fournir un appui ainsi que l'unité de gestion du projet et le personnel technique. La participation des représentants des bénéficiaires aux conseils locaux pour l'environnement sera encouragée; ces conseils feront partie de la structure opérationnelle et décisionnelle du projet. Les bénéficiaires participeront également au suivi et à l'évaluation du projet à la faveur de pratiques systématiques d'audit social.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION
D'ASSISTANCE FINANCIÈRE À
LA RÉPUBLIQUE D'EL SALVADOR
POUR LE
PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE MODERNISATION
POUR LA RÉGION EST

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition d'assistance financière à la République d'El Salvador comprenant un prêt d'un montant de 9,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,0 millions de USD) à des conditions ordinaires et un don d'un montant de 670 000 DTS (équivalant approximativement à 1,0 million de USD), en vue de contribuer au financement du projet de développement rural et de modernisation pour la région Est. Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux de référence déterminé chaque année par le Fonds. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE
DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. La République d'El Salvador est située dans l'isthme de l'Amérique centrale. Avec une superficie totale de 21 040 km², c'est le pays le plus petit et le plus densément peuplé de l'Amérique centrale. Il est bordé par le Honduras au nord et à l'est, le Guatemala à l'ouest et l'océan Pacifique au sud. Sa population totale était estimée à 6,4 millions en 2002, avec un taux de croissance annuel de 1,7 %. Plus de 1,3 million de Salvadoriens vivent aux États-Unis, légalement ou illégalement. Environ 40 % de la population est installée dans les campagnes et plus de la moitié des habitants ont moins de 20 ans.

2. Au cours des 30 dernières années, l'économie salvadorienne s'est transformée, passant d'une économie agricole centrée sur la production de café à une économie fondée largement sur les services, principalement commerciaux et financiers. En 2002, l'agriculture représentait 9% du PIB et les services 61 %, contre 19 % et 54 % respectivement en 1985. Le pays a enregistré des progrès remarquables sur les fronts économique, social et politique depuis qu'il est sorti, en 1992, de 12 années de guerre civile, mais les séismes de 2001 ont posé de nouveaux défis à l'économie nationale. Les tremblements de terre ont touché environ 20 % de la population, causé 1,6 milliard de USD de destructions, accru la pauvreté de 3 à 4 points de pourcentage et obligé le Gouvernement salvadorien à revoir ses priorités en matière d'investissement. La principale source de devises étrangères sont les fonds envoyés par les Salvadoriens travaillant à l'étranger, qui représentent 15,1 % du PIB et plus de la moitié de la valeur des exportations du pays. Avec des ressources naturelles limitées, des problèmes environnementaux et une forte densité démographique, El Salvador doit améliorer sa compétitivité pour accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté. Étant donné la faiblesse de la base

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

d'imposition et de l'épargne intérieure, le pays est vulnérable face aux fluctuations des envois de fonds provenant des Salvadoriens vivant à l'étranger.

3. Bien que le secteur agricole ait enregistré une croissance très limitée entre 1998 et 2003 et que sa part relative dans le PIB ait régulièrement diminué, il reste important du point de vue de l'emploi et de la valeur ajoutée. Il emploie encore près du quart de la population active, engrange un tiers des recettes d'exportation et couvre environ 70 % des besoins alimentaires du pays. Aujourd'hui, 39 % des superficies cultivées sont consacrées aux céréales de base (maïs, haricots, riz et sorgho), 37 % aux pâturages, 12 % au café et 4 % aux plantations de canne à sucre. Le café et la canne à sucre sont les principales cultures d'exportation. Le pays n'a pas réussi à faire face à la demande interne en céréales de base ces dernières années.

4. Les séismes du début 2001 ont dévasté aussi bien l'agriculture destinée à la consommation intérieure que l'agriculture d'exportation. L'industrie du café a souffert des dégâts causés aux cultures et aux installations de transformation tandis que plusieurs petites raffineries de sucre ont été endommagées. Les dégâts subis par l'agriculture d'exportation ont été exacerbés par la chute des cours mondiaux des matières premières et par la sécheresse qui a sévi dans la partie rurale orientale du pays. Les producteurs étant encore lourdement endettés et ayant un accès limité à de nouveaux crédits, la production agricole ne s'est pas encore rétablie en dépit d'un redressement des cours mondiaux en 2003. Outre des problèmes immédiats de malnutrition et d'insolvabilité, le déclin de l'agriculture devrait à plus long terme provoquer un nouvel exode rural, à la fois vers les villes et vers les États-Unis.

B. Enseignements tirés de l'expérience passée du FIDA

5. La mise en œuvre des projets du FIDA en El Salvador a permis d'accumuler un certain nombre d'enseignements et d'expériences. Compte tenu des changements politiques, économiques, sociaux et institutionnels qui ont caractérisé le pays au cours des dernières décennies, l'enseignement général qui peut être tiré est que les projets doivent être souples et capables de s'adapter efficacement à l'évolution de la situation. Avec l'application du projet de réhabilitation et de développement dans les régions dévastées par la guerre du Département de Chalatenango (PROCHALATE) en 1994, le FIDA a encouragé la participation de prestataires de services de développement rural privés en El Salvador en faisant appel à des ONG, des institutions publiques, des groupes de développement locaux et des entreprises de conseils agricoles. La stratégie en faveur des femmes du projet de développement rural de la région centrale-II (PRODAP-II) a été considérée comme un modèle dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes pour l'intégration des femmes au projet et le partenariat institutionnel. Du fait directement de ses actions en faveur des femmes, ce projet a inauguré: i) des relations intersectorielles qui ont permis d'établir des accords de coopération constructifs avec les ministères de l'éducation et de la santé pour la promotion de l'équité entre les sexes; et ii) un dialogue sur le fond en coordination avec l'Institut salvadorien pour la promotion de la femme (ISDEMU) en vue de l'élaboration et de l'adoption de dispositions législatives favorables aux femmes. Une formation sur la question de l'égalité des sexes a été dispensée aux enseignants ruraux et aux enfants des écoles et des services de santé améliorés, notamment de santé génésique, ont été apportés dans la zone du projet. Le PRODERNOR a d'autre part inauguré un nouveau modèle de développement rural pour la transformation de l'agriculture de subsistance en des activités rurales tournées vers le marché.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec El Salvador

6. La pauvreté et la situation sociale de la population rurale salvadorienne ont confirmé la nécessité de continuer de faire porter les opérations conjointes du FIDA et du Gouvernement salvadorien en priorité sur les petits exploitants, les paysans sans terre et les femmes rurales. Les interventions passées du FIDA visaient à assurer la reconstruction des régions dévastées par la guerre.

Aujourd'hui, dans un contexte politique démocratique, l'action est orientée sur une approche programmatique du développement rural dans l'ensemble du pays. La stratégie à long terme du FIDA consiste essentiellement à réduire la pauvreté et à promouvoir le développement rural tout en renforçant, par un dialogue actif et l'apport de ressources budgétaires, la capacité des pouvoirs publics à mettre en œuvre des activités durables et efficaces.

7. Ainsi qu'il est indiqué dans le COSOP pour El Salvador, les stratégies de réduction de la pauvreté du FIDA porteront sur quatre domaines importants pour améliorer le potentiel de création de revenus des ruraux pauvres: i) innovation/transformation agricole; ii) développement des microentreprises; iii) liens commerciaux, et iv) formation professionnelle. L'expérience acquise avec le PROCHALATE et le PRODAP-II a montré que les niveaux de revenus ne s'accroissent sensiblement que lorsque les bénéficiaires adoptent des cultures marchandes, bénéficient de services de vulgarisation complets et d'un appui en matière de commercialisation et participent à des organisations d'exploitants à vocation économique. La gestion et la protection de l'environnement et l'équité entre les sexes ont été incorporées dans la stratégie de pays en tant qu'activités transversales.

8. **La politique d'El Salvador en matière de lutte contre la pauvreté.** Le programme politique du gouvernement élu en 2004 a défini un ensemble de mesures destinées à promouvoir l'intégration sociale, à mettre un terme à l'exclusion des groupes marginalisés et à réduire sensiblement la pauvreté. À ces fins, le gouvernement a mis en place un filet de protection sociale, offrant aux groupes économiquement défavorisés et socialement exclus des incitations pour les encourager à entreprendre des activités productives. Tout en attribuant un rang de priorité élevé aux questions sociales, le gouvernement continue de soutenir la stabilité économique et la croissance durable. Ses politiques et ses activités en matière de réduction de la pauvreté et de développement rural s'inscrivent dans le cadre de quatre grands domaines d'activité institutionnels: i) le plan multisectoriel pour l'éradication de l'extrême pauvreté et le respect des objectifs du Millénaire pour le développement; ii) les programmes d'investissement social dans l'éducation et la santé menés sous la responsabilité du Ministère de l'éducation et du Ministère de la santé; iii) les opérations d'investissement réalisées dans l'infrastructure sociale dans le cadre du fonds d'investissements sociaux pour le développement local; et iv) les activités menées par le MAG en matière de réduction de la pauvreté et de développement rural avec l'appui de trois projets financés par le FIDA. Les relations avec les communautés émigrées à l'étranger constituent un autre domaine d'intérêt. Le gouvernement cherche notamment à assurer une meilleure utilisation sociale et économique des fonds envoyés par ces communautés à leur famille et aux associations des villes d'origine. Le nouveau ministre adjoint des affaires étrangères est expressément chargé de renforcer les liens entre le gouvernement et la diaspora salvadorienne.

9. La nouvelle politique stratégique du ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAG) est exposée dans les documents intitulés respectivement "*El Salvador: mesures en faveur du développement agricole et agro-industriel, 2004 – 2009*" et "*El Salvador: stratégies pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté*" qui ont été présentés par le Président de la République le 26 janvier 2005 et établis par le MAG avec le concours du FIDA, de l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA), du Département du développement international du Royaume-Uni (DFID), de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et de l'Institut international de recherches sur les politiques alimentaires (IFPRI). Suite à une série de consultations et de réunions de travail avec le secteur privé, les syndicats et les organisations paysannes, un ensemble de politiques et de stratégies sectorielles ont été adoptées qui seront appliquées au cours des quatre prochaines années. Les principaux objectifs du MAG sont les suivants: i) éradication de la faim et de l'extrême pauvreté dans les zones rurales; ii) développement d'un secteur agricole tourné vers l'exportation, diversifié, compétitif et rentable; et iii) lutte contre la dégradation des ressources naturelles.

10. **Les activités de lutte contre la pauvreté d'autres grands donateurs.** Le portefeuille de la Banque interaméricaine de développement (BID) compte 19 projets, d'un montant global de 973,3 millions de USD, axés sur la relance économique, la réduction de la pauvreté, l'amélioration du

capital humain et la modernisation de l'État. Le programme de reconversion de l'agro-industrie (PRA), approuvé en 2001 et financé à l'aide d'un prêt de la BID d'un montant de 35 millions de USD, est la seule opération de la BID dans le secteur agricole. Le projet porte sur la reconstruction des systèmes d'irrigation endommagés par les séismes de 2001, l'innovation technologique, les cultures de substitution, le développement des agro-industries et la modernisation des systèmes de commercialisation agricole. La Banque mondiale a un portefeuille de projets en cours d'un montant total de 483,6 millions de USD portant sur l'enseignement élémentaire et secondaire en milieu rural et urbain.

11. L'Union européenne a un portefeuille de 60 millions d'euros pour financer la modernisation de l'État, la démocratisation et la sécurité, le développement social et économique du secteur rural, l'aménagement durable des bassins versants, le secteur de la santé, et le développement du secteur privé. Le gouvernement japonais, par l'intermédiaire de l'Agence japonaise de coopération internationale, a aidé le Gouvernement salvadorien à élaborer le projet de développement économique de la région orientale, qui concerne notamment la construction d'un port en eau profonde à La Unión, les infrastructures routières et d'irrigation, les industries, le tourisme, l'agriculture, la gestion des bassins versants et de l'environnement. Le financement du projet est encore à l'étude. Parmi les autres donateurs bilatéraux importants, on peut citer l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et l'Agence espagnole de coopération internationale, qui s'attachent en particulier à la finance rurale et à la protection de l'environnement.

12. **Raison d'être du projet.** L'objectif de l'élimination de la pauvreté correspond à l'engagement du Gouvernement salvadorien en faveur de la réduction de l'extrême pauvreté et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, aux politiques de développement rural et agricole du MAG et au cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006. Le projet a été conçu à l'aide d'une matrice analysant les causes déterminantes de la pauvreté et les problèmes de développement rural intéressant la population cible². L'insuffisance du capital social et humain, un accès limité aux avoirs productifs, un faible potentiel de création de revenus et la dégradation des ressources naturelles sont les causes déterminantes de la pauvreté chez les petits exploitants, les paysans sans terre et les jeunes ruraux. Le projet a trois grandes lignes de force: i) le renforcement du capital humain et social; ii) la transformation des activités de subsistance en des entreprises rurales rentables et tournées vers le marché; et iii) la remise en état des zones détériorées et l'établissement d'un mode systématique d'exploitation durable des ressources naturelles.

13. Afin d'accroître durablement les revenus des bénéficiaires, le projet sera axé sur les organisations, le marché et la gestion. Il évaluera la compétitivité commerciale des activités agricoles et non agricoles en vue de faciliter le passage de la production de subsistance à une production commerciale rémunératrice. Son service d'appui à la commercialisation sera le pivot des activités de production. Dans le cadre d'un processus interactif, les organisations d'agriculteurs et de microentrepreneurs évalueront la possibilité de commercialiser certains produits avant de recevoir un soutien financier ou technique. Pour réduire les coûts de transaction et promouvoir une gestion plus rationnelle des processus de production et de commercialisation, le projet encouragera, renforcera et modernisera les organisations économiques des petits exploitants et des microentrepreneurs. Les organisations officielles, les groupements informels de producteurs et les groupements d'intérêts auront accès aux services et aux fonds d'investissement du projet à condition de s'engager dans un processus d'organisation formelle.

14. Étant donné l'importance des migrations et des envois de fonds pour les ruraux pauvres de la région orientale, le projet établira des relations de travail avec le programme "Envois de fonds et développement rural" financé par le FIDA et le Fonds multilatéral d'investissement de la BID afin de consolider les relations avec la diaspora salvadorienne aux États-Unis. Le projet contribuera aux

² Voir l'appendice VI.

efforts visant à mettre au point des mécanismes efficaces pour canaliser les ressources humaines et financières de la diaspora aux fins du développement rural.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

15. La zone du projet comprend les municipalités rurales des départements de La Unión, Morazán, San Miguel et Usulután. Le projet concernera 33 municipalités (16 à Morazán, 3 à La Unión, 6 à San Miguel et 8 à Usulután) identifiées dans le plan pour l'éradication de l'extrême pauvreté et le respect des objectifs du Millénaire pour le développement comme étant les plus pauvres du pays³. Dans ces municipalités, le projet et le plan national se conjugueront pour promouvoir des interventions et des investissements sociaux et économiques. Les systèmes productifs des petits exploitants dans la zone du projet sont principalement axés sur les céréales de base (maïs, sorgho, riz et haricots) destinées à la consommation familiale, seul l'excédent étant commercialisé. Dans certaines régions, entre 800 et un millier de petits exploitants produisent du café. Les autres cultures importantes pratiquées à petite échelle sont notamment les agrumes (citrons et oranges), les noix de cajou (marañón), les mangues et l'agave (henequen). Dans certaines zones irriguées, la culture de fruits et de légumes a été entreprise, avec notamment les tomates, les oignons, les poivrons et piments, les pastèques et les cantaloups. Dans les mangroves de la région côtière d'Usulután et de La Unión, des coopératives d'élevage de crevettes produisent des crevettes fraîches et congelées pour le marché local et l'exportation. La plupart des petits agriculteurs travaillent comme saisonniers pendant la récolte de la canne à sucre et du café. Les familles rurales pauvres ont de petits élevages de porcs, de volaille et de bétail indigène qu'elles font paître à flanc de coteau. À La Unión et à Morazán, on fabrique des variétés traditionnelles de fromage destinées au marché local ainsi qu'aux émigrés salvadoriens aux États-Unis, où elles parviennent par des circuits informels. Il existe aussi des microentreprises locales spécialisées dans les services, l'écotourisme et la fabrication artisanale de tissus et d'objets traditionnels en bois et en céramique.

16. Le groupe cible a été évalué à 73 000 hommes et femmes, dont 33 000 bénéficieront directement du projet et 40 000 indirectement. Il s'agit de petits horticulteurs et éleveurs (de bétail ou de crevettes) pauvres (75 %), de microentrepreneurs et d'artisans (10 %) ainsi que de jeunes hommes et femmes (15 %). Le projet aidera les jeunes en leur dispensant une formation professionnelle. Parmi les bénéficiaires directs, il y aura 10 000 femmes chefs de ménage, épouses ou compagnes.

B. Objectifs et portée

17. Le projet a pour but de réduire la pauvreté dans la population rurale –hommes, femmes et jeunes- des départements de La Unión, Morazán, San Miguel et Usulután, en procédant à des investissements sociaux et productifs, en favorisant l'équité entre les sexes et en assurant la durabilité des ressources environnementales. L'objectif principal est d'améliorer les revenus et les conditions de vie des petits exploitants, des microentrepreneurs et des travailleurs salariés dans la région orientale d'El Salvador.

C. Composantes

18. À partir du cadre stratégique et de la matrice de conception du projet, les activités ont été réparties en trois composantes: i) développement du capital humain et social; ii) développement des entreprises rurales; et iii) remise en état et gestion des ressources naturelles. Une unité de gestion du projet (UGP) sera en outre établie. Elle comprendra plusieurs services chargés respectivement de l'administration, de l'équité entre les sexes, du suivi et de l'évaluation, et de la coordination.

³ Voir l'appendice VII.

19. L'objectif de la composante **développement du capital humain et social** est de renforcer la capacité des bénéficiaires à créer des entreprises rurales rentables de production agricole et non agricole. Cette composante renforcera les ressources humaines et l'infrastructure moyennant: i) un diagnostic participatif et des plans de développement stratégique; ii) des programmes de formation pour les hommes et les femmes bénéficiaires; iii) une formation spécifique pour les femmes en matière de production, d'organisation et de gestion agricole et non agricole afin de réduire les inégalités entre les sexes; iv) la formation des femmes et des hommes à l'encadrement; v) des programmes de formation à l'intention des prestataires de services sous contrat; et vi) la formation professionnelle de 5 000 jeunes des deux sexes. Un programme de communication rurale sera en outre mis en œuvre pour promouvoir les activités du projet et diffuser les expériences et les enseignements dégagés en vue de mobiliser un soutien pour une campagne nationale de lutte contre la pauvreté dans l'optique de la réalisation des objectifs du Millénaire.

20. L'objectif de la composante **développement des entreprises rurales** est d'aider la population cible à améliorer son potentiel de création de revenus en transformant les activités économiques de subsistance en de petites entreprises rurales agricoles et non agricoles rentables. Il s'agit de renforcer les principaux éléments influant sur la performance des marchés et sur la capacité de la population cible à identifier et utiliser les débouchés compte tenu des risques. La composante prévoit notamment de renforcer le réseau d'information, les contacts commerciaux, les liens avec le secteur des entreprises privées, les compétences en matière de gestion et l'infrastructure. La stratégie consiste à assurer aux organisations économiques des bénéficiaires un accès systématique aux services ruraux d'appui technique dans l'agriculture, l'élevage, la foresterie, le secteur des microentreprises et l'artisanat, dans le cadre d'une approche induite par la demande, participative et axée sur le marché. Les mesures de réglementation commerciale prévues dans l'Accord de libre-échange de l'Amérique centrale (ALEAC) et dans l'Accord de libre-échange des Amériques (ALCA) seront suivies et les organisations cibles seront tenues informées des prescriptions en matière de transformation et des normes sanitaires.

21. Suivant une stratégie impulsée par la demande, les organisations formelles et informelles des petits exploitants, les coopératives et les petites entreprises rurales auront accès à des services techniques ou à une assistance financière pour renforcer leurs capacités de production, de transformation et de commercialisation. Trois lignes d'action seront poursuivies: i) identification des débouchés agricoles et non agricoles; ii) services d'assistance technique; et iii) financement des entreprises rurales. Cette dernière activité sera mise en œuvre au moyen: i) de la fourniture de services financiers par des institutions multilatérales de financement locales à l'aide des fonds d'affectation spéciale du PRODERNOR, conformément à un accord avec la Banque de développement de l'agriculture et la Fédération des caisses de crédit et des banques des travailleurs; ii) de la création d'un fonds de capitalisation productive non remboursable; et iii) de l'utilisation des fonds des émigrés salvadoriens en faveur des entreprises rurales, en coopération avec le programme financé par le FIDA et le Fonds multilatéral d'investissement de la BID. Le fonds de capitalisation productive financera des investissements productifs qui ne sont pas actuellement financés par des crédits, par exemple dans de petits projets d'irrigation, des moyens de commercialisation (structures d'entreposage et de triage et installations de commercialisation), du matériel agricole et de transformation, et la réparation et l'entretien des routes rurales d'accès.

22. L'objectif de la composante **remise en état et gestion des ressources naturelles** est de mettre un terme dans un certain nombre de zones pilotes à la déforestation, à l'érosion du sol, à la désertification, à la détérioration de l'environnement et à l'appauvrissement quantitatif et qualitatif des ressources en eau. La stratégie vise principalement à accroître l'infiltration et la conservation de l'eau souterraine en développant la couverture végétale et en favorisant une utilisation appropriée des résidus de culture, les pratiques de gestion des sols et de l'eau et la conservation de la diversité biologique. Les microbassins versants seront l'unité principale des interventions. Quatre grandes lignes d'action sont envisagées: i) assistance technique en matière d'environnement aux microentreprises rurales dans le cadre de la composante "développement des entreprises rurales"; ii) programme

d'éducation à l'environnement à l'intention des écoles rurales; iii) renforcement des comités départementaux chargés de l'environnement; et iv) constitution de deux fonds d'investissements pour l'environnement non remboursables, l'un destiné à financer les travaux de protection de l'environnement des organisations de paysans, l'autre destiné à renforcer la capacité des administrations municipales en ce qui concerne la planification écologique, le cofinancement de la collecte et de la conservation de l'eau, et l'aménagement des bassins versants. Les fonds d'investissements pour l'environnement seront utilisés dans certaines régions considérées comme prioritaires du fait de leur potentiel hydrologique, de leur vulnérabilité écologique, en particulier face aux risques de coulées de boue⁴, et de l'érosion du sol et de la désertification qui les menacent. Le programme d'éducation à l'environnement encouragera les enseignants ruraux dans un certain nombre de municipalités à inclure dans leur programme la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

23. Les **mesures en faveur de l'équité entre les sexes** qui seront mises en œuvre dans le cadre du projet visent à réduire systématiquement les inégalités entre les hommes et les femmes dans la région orientale. La stratégie opérationnelle dans ce domaine visera principalement à remédier à la discrimination et à la marginalisation des femmes rurales, en particulier des femmes chefs de ménage. Elle consistera: i) à créer les conditions nécessaires à une participation équitable des femmes rurales dans les organisations économiques; ii) à instaurer de meilleures relations entre les hommes et les femmes grâce au développement humain et social; iii) à assurer un accès équitable aux activités d'assistance technique, notamment à l'assistance technique et aux ressources destinées à la gestion des entreprises et des ressources naturelles; iv) à investir pour réduire le temps que les femmes consacrent aux activités domestiques; et v) à répondre aux besoins particuliers des femmes et des jeunes grâce à des alliances stratégiques entre les organisations du secteur public et du secteur privé.

D. Coûts, financement et remboursement du prêt

24. Le coût total du projet est estimé à 22,2 millions de USD. Le projet sera financé comme suit: prêt du FIDA: 15,0 millions de USD (67,6% du coût total); don du FIDA: 1 million de USD (4,5%); contribution de contrepartie du gouvernement: 5,2 millions de USD (23,4%); et contribution en nature des bénéficiaires: 1,0 million de USD (4,5%). Le coût de base de chaque composante est le suivant: développement du capital humain et social: 3,6 millions de USD (soit 18% du coût de base du projet); développement des entreprises rurales: 9,7 millions de USD (48%); et remise en état et gestion des ressources naturelles: 3,8 millions de USD (19%). Le coût de base total de l'administration et de la gestion du projet s'élèvera à 3,0 millions de USD, dont 1,6 million seront affectés à l'unité de gestion du projet (8% du coût du projet), 746 700 USD au suivi et à l'évaluation (4%) et 567 800 USD à l'équité entre les sexes (2%). Les aléas d'exécution et les aléas financiers sont estimés respectivement à 242 500 USD et 1,9 million de USD.

25. Le don du FIDA permettra de cofinancer les plans pour l'environnement des municipalités et des départements, l'aménagement des microbassins versants, les plans d'évacuation des déchets solides et liquides ainsi que des activités propres à améliorer les conditions de vie et de production de la population cible. Cela permettra aux organisations économiques de respecter les normes sanitaires conditionnant l'accès aux marchés d'exportation. On estime à 70% la part des fonds du projet qui iront directement au groupe cible sous la forme d'assistance technique, de programmes de formation, de ressources financières et de fonds d'investissements productifs et pour l'environnement. La durée d'exécution du projet sera de huit ans.

⁴ La protection contre les coulées de boue est une activité particulièrement prioritaire dans les pays d'Amérique centrale depuis l'ouragan Mitch, qui a eu des conséquences catastrophiques, sur les plans humain et matériel, dans les bassins versants écologiquement détériorés.

26. Le prêt est accordé aux conditions ordinaires pour une durée de dix-huit ans, dont 3 ans de différés d'amortissement. Conformément au manuel opérationnel du FIDA concernant les prêts et les dons, l'échéancier des remboursements est déterminé sur la base de la date à laquelle le prêt est approuvé par le Conseil d'administration. Toutefois, la législation nationale de El Salvador interdit tout engagement de fonds, que ce soit pour l'exécution d'un projet ou pour le remboursement, tant que le prêt n'a pas été approuvé, signé et ratifié par l'Assemblée nationale. Étant donné que le processus budgétaire commence un an plus tôt, le différé d'amortissement de trois ans courant à partir de l'approbation du Conseil risque d'être trop court pour permettre l'inscription au budget national des fonds nécessaires au remboursement du prêt. En conséquence, et conformément au paragraphe 32 f) de la section IV des principes et critères du FIDA en matière de prêts, la date de départ du différé d'amortissement sera fonction de la date d'entrée en vigueur et non de la date d'approbation, ce qui n'aura aucune conséquence sur la date d'échéance du prêt. Le montant et le nombre des tranches et les dates des échéances seront modifiés en conséquence et communiqués au gouvernement une fois que l'entrée en vigueur du prêt aura été déclaré.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Développement du capital humain et social	2 953,3	641,9	3 577,2	18	18
Diagnostic participatif et planification	793,6	198,4	992,0	20	5
Formation des adultes	536,6	134,2	670,8	20	3
Formation de jeunes entrepreneurs	1 003,0	250,8	1 253,8	20	6
Administration ^b	602,0	58,6	660,6	9	3
Développement des entreprises rurales	8 385,9	1 328,6	9 714,5	14	48
Identification des entreprises rurales	225,8	56,5	282,3	20	1
Assistance technique	2 064,8	516,2	2 581,0	20	13
Financement des entreprises rurales	4 870,3	655,1	5 525,5	12	28
Administration	1 225,0	100,8	1 325,8	8	7
Remise en état et gestion des ressources naturelles					
Assistance technique	3 578,4	241,0	3 819,5	6	19
Programme d'éducation à l'environnement	485,6	121,4	607,0	20	3
Fonds d'investissement pour l'environnement	240,0	60,0	300,0	20	1
Administration	2 000,0	-	2 000,0	-	10
	852,8	59,6	912,5	7	5
Unité de gestion du projet	2 773,1	192,7	2 965,8	6	15
Administration du projet ^c	1 587,6	63,8	1 651,4	4	8
Équité entre les sexes	495,3	72,5	567,8	13	3
Suivi et évaluation	690,3	56,4	746,7	8	4
Total des coûts de base	17 672,8	2 404,2	20 076,9	12	100
Provision pour aléas d'exécution	197,4	45,1	242,5	19	1
Provision pour aléas financiers	1 697,1	183,4	1 880,5	10	9
Total des coûts du projet	19 567,3	2 632,6	22 200,0	12	111

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Inclut les stratégies de communication sociale et les coûts afférents à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

^c Inclut le coût afférent aux publications et au dialogue sur le fond.

TABEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxe)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
Développement du capital humain et social	3 331,7	81,3	116,7	15,8	651,5	15,9	-	-	4 099,9	18,5	716,1	2 850,8	533,0
Diagnostic participatif et planification	968,1	87,0	-	-	144,7	13,0	-	-	1 112,8	5,0	218,5	749,6	144,7
Formation des adultes	665,9	87,0	-	-	99,5	13,0	-	-	765,4	3,4	149,6	516,4	99,5
Formation de jeunes entrepreneurs	1 289,1	87,0	-	-	192,6	13,0	-	-	1 481,7	6,7	286,8	1 002,4	192,6
Administration	408,5	55,2	116,7	15,8	214,7	29,0	-	-	739,9	3,3	61,2	582,5	96,2
Développement des entreprises rurales	6 722,2	63,0	-	-	3 155,0	29,5	800,0	7,5	10 677,3	48,1	1 443,9	8 582,0	651,4
Identification des entreprises rurales	280,0	87,0	-	-	41,8	13,0	-	-	321,8	1,4	62,9	217,1	41,8
Assistance technique	2 539,1	87,0	-	-	379,4	13,0	-	-	2 918,5	13,1	564,1	1 975,0	379,4
Financement des entreprises rurales	2 891,2	48,7	-	-	2 247,2	37,8	800,0	13,5	5 938,5	26,7	711,7	5 191,4	35,3
Administration	1 011,9	67,5	-	-	486,5	32,5	-	-	1 498,4	6,7	105,1	1 198,5	194,8
Remise en état et gestion des ressources naturelles	2 523,4	62,2	883,3	21,8	449,3	11,1	200,0	4,9	4 056,0	18,3	261,6	3 527,7	266,7
Assistance technique	592,1	87,0	-	-	88,5	13,0	-	-	680,5	3,1	132,1	459,9	88,5
Programme d'éducation à l'environnement	286,6	82,6	15,3	4,4	45,1	13,0	-	-	347,0	1,6	67,6	234,4	45,1
Fonds d'investissement pour l'environnement	932,0	46,6	868,0	43,4	-	-	200,0	10,0	2 000,0	9,0	-	2 000,0	-
Administration	712,7	69,3	-	-	315,7	30,7	-	-	1 028,4	4,6	61,9	833,4	133,1
Unité de gestion du projet	2 421,8	71,9	-	-	945,1	28,1	-	-	3 366,9	15,2	211,1	2 718,1	437,7
Administration du projet	1312,7	70,0	-	-	563,8	30,0	-	-	1 876,4	8,5	69,2	1 563,3	243,9
Équité entre les sexes	489,3	76,2	-	-	153,0	23,8	-	-	642,3	2,9	79,1	479,7	83,5
Suivi et évaluation	619,9	73,1	-	-	228,3	26,9	-	-	848,2	3,8	62,8	675,2	110,3
Coûts totaux du projet	14 999,1	67,6	1 000,0	4,5	5 200,8	23,4	1 000,0	4,5	22 200,0	100,0	2 632,6	17 678,8	1 888,7

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

27. Les marchés concernant les biens et les services financés au moyen du prêt et du don du FIDA seront passés conformément aux directives du Fonds en la matière.

28. Un compte spécial pour le prêt et un compte distinct pour le don – libellés en dollars des États-Unis – seront ouverts auprès de la Banque centrale d'El Salvador afin de faciliter la trésorerie. Le FIDA versera une première tranche d'un montant de 850 000 USD sur le compte spécial et une avance initiale au compte de don dont le montant dépendra des besoins pendant les six premiers mois d'exécution du projet. Les deux comptes seront réapprovisionnés conformément aux directives établies du FIDA. Un compte du projet sera ouvert et géré localement pour les activités courantes. Les décaissements au titre des coûts d'exploitation, des salaires, des fonds, de la formation et de l'assistance technique d'un montant inférieur à 10 000 USD seront effectués sur présentation de relevés de dépenses certifiés. Les pièces justificatives seront conservées par l'UGP et présentées aux missions de supervision et aux vérificateurs extérieurs des comptes. Tous les autres retraits du compte de prêt seront effectués sur présentation de pièces justificatives complètes.

29. Dès l'entrée en vigueur du prêt et avant de verser le second dépôt sur le compte spécial à l'aide de fonds prélevés sur le compte de prêt, le projet mettra en place des systèmes de comptabilité et de contrôle interne acceptables par le FIDA, qui seront installés par un cabinet d'experts comptables local. La comptabilité sera tenue par composante et par catégorie, et selon les procédures nationales de classement des dépenses.

30. Pendant la durée du projet, les comptes du projet seront vérifiés, y compris les contributions du FIDA et du gouvernement, conformément aux normes comptables internationales et aux directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Les comptes et les états financiers vérifiés, présentés sous la forme convenue au démarrage du projet, contiendront une opinion sur les états de dépenses et les opérations du compte spécial, du compte de don et du compte du projet. Ils seront soumis chaque année au FIDA et à l'institution coopérante au plus tard six mois après la fin de l'exercice financier, jusqu'à la clôture du prêt et du don. Si le rapport d'audit n'est pas reçu dans les 30 jours à compter de l'échéance, ou s'il est inacceptable, le FIDA pourra recruter un vérificateur indépendant choisi par lui pour procéder à la vérification des comptes du projet. Tout rapport d'audit non présenté dans les délais déclenchera le processus de suspension des décaissements.

F. Organisation et gestion⁵

31. Comme convenu avec le gouvernement salvadorien, le projet sera mis en œuvre par le MAG, sous la responsabilité directe du bureau de coordination des projets, suivant le modèle institutionnel et administratif des projets en cours du FIDA. Un comité de pilotage donnera des orientations stratégiques et administratives pendant toute la durée du projet. Le ministre de l'agriculture et de l'élevage, ou son représentant, présidera le comité. Les autres membres du comité appartenant au gouvernement seront notamment le directeur du bureau de coordination des projets ou le coordonnateur des projets communs MAG/FIDA, deux représentants des administrations départementales, deux représentants des administrations municipales (désignés par la Corporation des municipalités d'El Salvador) élus chaque semestre par roulement. Les membres représentant les bénéficiaires comprendront un représentant de chaque département qui sera démocratiquement élu parmi les responsables des organisations locales, par roulement; un équilibre entre les sexes sera maintenu⁶. Le comité de pilotage sera chargé de l'approbation et de l'examen des plans de travail et budgets annuels ainsi que des orientations générales du projet et il se réunira au moins deux fois par an. Le comité de coordination des projets établi par le FIDA en El Salvador sera mis à contribution

⁵ Voir l'appendice VIII.

⁶ Au moins deux des quatre représentants des organisations des bénéficiaires doivent être des femmes.

afin d'assurer un partage des données d'expérience et de maintenir un axe de développement rural commun. Le dialogue sur le développement rural et la réduction de la pauvreté ainsi que la coordination interinstitutionnelle locale seront assurés par quatre comités consultatifs départementaux, un pour chaque département concerné.

32. L'UGP comprendra le directeur du projet, un directeur technique adjoint et quatre services d'appui chargés respectivement de l'administration, de l'équité entre les sexes, du suivi et de l'évaluation et de la coordination. L'UGP fera appel à des services juridiques au titre d'un contrat cadre pour appuyer les processus d'appel d'offres et les contrats de prestation de services et pour proposer des modèles innovants pour les organisations économiques des bénéficiaires. Le service de coordination du projet comprendra des spécialistes chargés respectivement du développement humain et social, des entreprises rurales et de la gestion des ressources naturelles. Ces spécialistes fourniront une assistance technique et méthodologique à chacune des composantes, mettant au point différents instruments et procédures et assumant les autres fonctions suivantes: i) établissement du mandat technique des fournisseurs de services et des consultants privés; ii) contrôle des contrats établis par les services juridiques; iii) contrôle des fournisseurs de services sous contrat; iv) participation aux comités des fonds du projet; et v) suivi continu de chaque composante. Deux unités mobiles, composées de conseillers pour les entreprises rurales agricoles et non agricoles, aideront les organisations économiques des bénéficiaires à élaborer des plans de travail, à établir des demandes d'assistance technique et à fournir des renseignements sur les marchés. Selon que de besoin, des sociétés de conseil nationales et locales, des groupements professionnels, des fondations privées et publiques, des ONG, etc., seront recrutés pour assurer une formation et des services productifs aux bénéficiaires du projet. Tous les contrats seront passés par voie d'appel à la concurrence.

G. Justification économique

33. Le projet renforcera la base de ressources productives et les infrastructures de 33 000 personnes qui en bénéficieront directement. L'impulsion donnée au développement social et économique de la région aura aussi des effets indirects pour 40 000 personnes qui tireront parti des investissements réalisés dans les domaines de la production et de l'environnement aux niveaux communautaire, municipal et départemental. Des investissements dans la formation et l'organisation, associés à une infrastructure en matière de production, de commercialisation et d'environnement et à des services de base permettront d'améliorer les conditions de vie des communautés rurales pauvres. Les capacités des jeunes ruraux de la région orientale seront renforcées grâce à la formation professionnelle systématique de 5 000 d'entre eux qui auront la possibilité de créer leur propre entreprise. Avec des ressources humaines et une infrastructure renforcées et des organisations économiques locales fortes, les services d'assistance technique seront plus durables.

34. Quelque 24 500 personnes, dont au moins 8 000 femmes chefs de ménage, épouses ou compagnes bénéficieront directement des plans de travail, de l'assistance commerciale et technique et des programmes d'investissement. Elles bénéficieront aussi directement des services financiers ruraux, notamment du crédit, ainsi que des investissements non remboursables réalisés dans de petits projets d'irrigation, dans les moyens de classement et de commercialisation et dans l'amélioration du réseau de communications régional. Les activités proposées contribueront à accroître sensiblement les revenus familiaux et créeront des emplois⁷. En outre, 3 500 adultes et 1 000 jeunes - femmes et hommes - recevront une formation aux techniques de production, de gestion et de commercialisation pour les microentreprises.

⁷ Voir appendice IX.

H. Risques

35. Les risques du projet sont liés: i) au manque de volonté politique et de ressources financières en vue de la mise en œuvre du plan national pour l'éradication de l'extrême pauvreté et le respect des objectifs du Millénaire pour le développement, qui pourrait limiter la coordination intrasectorielle et les investissements dans la zone du projet; et ii) aux divergences politiques entre les autorités municipales, départementales et centrales, qui risquent de déstabiliser les activités du projet. La stratégie destinée à éviter ces risques comprend: i) une stratégie de communication active à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement et un dialogue avec le gouvernement, en particulier le MAG, sur les stratégies en faveur des pauvres et la promotion d'allocations budgétaires au titre du plan pour l'éradication de l'extrême pauvreté; et ii) un dialogue actif par l'intermédiaire des comités consultatifs départementaux, avec la participation des autorités locales et des organisations bénéficiaires, afin d'établir un cadre approprié pour une coordination et une évaluation transparentes des activités du projet.

I. Impact sur l'environnement

36. Le projet a été classé dans la catégorie B dans la mesure où ses impacts peuvent être traités par des interventions respectueuses de l'environnement. Le don de 1,0 million de USD permettra de soutenir les plans municipaux pour l'environnement et des projets pilotes de gestion des ressources naturelles dans un certain nombre de microbassins versants. Le programme de subvention du Ministère de l'agriculture et de l'élevage pour le reboisement, les actions environnementales actuellement menées par le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles et les ressources budgétaires des municipalités complèteront les investissements entrepris dans la gestion des ressources naturelles et des microbassins versants dans la zone du projet. Les investissements concernant la gestion des sols, de l'eau et de la végétation et les techniques de culture permettront de récupérer certaines zones menacées de dégradation et de désertification. L'assistance technique à l'agriculture et aux microentreprises sera compatible avec des pratiques sûres en matière de conservation des sols, de l'eau et de la végétation, et d'utilisation des pesticides et des produits chimiques. L'appui qui sera accordé par l'intermédiaire des fonds d'investissement pour l'environnement aux comités municipaux et départementaux pour l'environnement, aux programmes d'éducation à l'environnement et aux organisations bénéficiaires contribuera à favoriser l'infiltration et la conservation de l'eau, à réduire l'érosion des sols, à améliorer la gestion des bassins versants et à sensibiliser les différentes parties prenantes.

J. Aspects novateurs

37. Le projet présente quatre caractéristiques novatrices: i) la démarginalisation des ruraux pauvres, associant l'amélioration des ressources humaines et sociales à une perspective soucieuse d'équité entre les sexes et à une conception des entreprises rurales tournée vers le marché; ii) l'accent particulier placé sur le potentiel de développement des jeunes ruraux et la transmission systématique aux jeunes - femmes et hommes- de compétences adaptées aux exigences du marché du travail afin de les aider à créer leur propre entreprise; iii) le renforcement des liens entre les communautés locales et la diaspora salvadorienne aux États-Unis afin d'encourager l'investissement des fonds envoyés dans les communautés rurales; et iv) la promotion de la gestion des ressources naturelles et de la protection de l'environnement au niveau des exploitations agricoles et des microbassins versants et à l'échelon municipal, dans le cadre d'une démarche innovante. Le projet contribuera à promouvoir non seulement les ouvrages destinés à protéger le sol et l'eau mais aussi les systèmes d'approvisionnement en eau et les plans de gestion des déchets solides et liquides des petits villages et des communautés, et les expériences réussies seront reproduites à plus grande échelle.

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

38. Un accord de financement entre la République d'El Salvador et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel l'assistance financière proposée sera consentie au pays bénéficiaire. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de financement négocié est joint en annexe.

39. La République d'El Salvador est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

40. Il m'est acquis que l'assistance financière proposée est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION

41. Je recommande que le Conseil d'administration approuve l'assistance financière proposée en adoptant la résolution suivante:

DECIDE: Que le Fonds fera à la République d'El Salvador un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions neuf cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (9 950 000 DTS) venant à échéance le 15 mai 2023 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt annuel de référence déterminé par le Fonds chaque année et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DECIDE EN OUTRE: Que le Fonds fera à la République d'El Salvador un don en diverses monnaies d'un montant équivalant à six cent soixante-dix mille droits de tirage spéciaux (670 000 DTS) qui sera régi par les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES
DANS L'ACCORD DE FINANCEMENT NÉGOCIÉ**

(Négociations conclues à Rome le 14 avril 2005)

1. **Compte du projet.** L'UGP ouvrira et tiendra dans une banque ayant l'agrément du Gouvernement de la République d'El Salvador (ci-après dénommé le "gouvernement") et du FIDA un compte courant en dollars des États-Unis aux fins des opérations du projet. Le directeur du projet et le responsable de l'administration/de la gestion financière de l'UGP seront pleinement habilités à administrer conjointement et à utiliser ledit compte.
2. **Fonds de contrepartie.** Le gouvernement mettra à la disposition des participants au projet, pendant la durée de son exécution, des fonds de contrepartie prélevés sur ses propres ressources correspondant à un montant total de 5 200 800 USD, conformément aux programmes de travail et budgets annuels et aux procédures nationales habituellement suivies par le gouvernement en matière de coopération pour le développement. Dès que possible et avant le premier décaissement, le gouvernement ouvrira des crédits budgétaires d'un montant initial de 280 000 USD aux fins de la couverture des dépenses correspondant à la première année d'exécution du projet. Ce montant sera mis à la disposition du projet sous forme de versements périodiques, selon les exigences du projet et comme prévu par le programme de travail annuel. Les années suivantes, le gouvernement ouvrira des crédits budgétaires correspondant au montant des fonds de contrepartie prévu dans le programme de travail annuel de l'année considérée et les mettra chaque année à la disposition du projet.
3. **Autres conditions de suspension.** Le FIDA peut suspendre, en tout ou en partie, le droit du gouvernement de solliciter des retraits du compte du prêt si: i) le directeur du projet a été révoqué sans l'accord préalable du FIDA; ii) le FIDA a déterminé que les avantages matériels du projet vont à des personnes autres que le groupe cible; iii) le manuel d'exécution du projet ou l'une quelconque de ses dispositions a été abrogé, suspendu, amendé ou modifié de toute autre manière sans l'accord préalable du FIDA et celui-ci a déterminé que cette mesure a affecté ou peut affecter sensiblement le projet; iv) le gouvernement a manqué à l'un quelconque de ses engagements et le FIDA a déterminé que ce manquement a affecté ou peut affecter le projet; et v) les marchés n'ont pas été passés conformément à l'accord de prêt.
4. **Manuel d'exécution du projet.** L'UGP établira un projet de manuel d'exécution et le soumettra à l'approbation tacite du FIDA puis à l'approbation du Ministère de l'agriculture et de l'élevage.
5. **Statuts du fonds compétitif de capitalisation productive et du fonds d'investissement dans l'environnement.** L'UGP établira un projet de statut du fonds compétitif de capitalisation productive ainsi qu'un projet de statuts du fonds d'investissement dans l'environnement et les soumettra à l'approbation tacite du FIDA puis à l'approbation du Ministère de l'agriculture et de l'élevage.
6. **Contrat de services de gestion.** Le gouvernement conclura un contrat de services de gestion avec une organisation internationale opérant en El Salvador afin d'assurer la régularité des apports du fonds au titre du prêt. La signature dudit contrat sera subordonnée à l'approbation préalable du FIDA.
7. **Suivi et évaluation (S&E).** L'unité de S&E, qui relèvera de l'UGP, établira le canevas d'une étude de référence (comportant des indicateurs du système de gestion des résultats et de l'impact [SGRI]) dont la réalisation sera confiée à une institution indépendante sous la supervision de l'UGP. L'unité de S&E soumettra au directeur du projet et au comité directeur du projet une évaluation

annuelle comportant notamment une analyse de chacune de ses composantes. Le suivi sera assuré par l'UGP et l'évaluation sera sous-traitée. La fonction d'audit social fera partie intégrante des activités du projet.

8. **Égalité entre les sexes.** Le gouvernement veillera à ce que le projet contribue à réduire les inégalités entre hommes et femmes dans la région couverte par le projet. Il s'assurera que les activités visant à promouvoir la parité entre les sexes prévues par le projet sont exécutées et que l'égalité entre hommes et femmes est respectée dans le cadre de toutes les possibilités créées par le projet. Le spécialiste de la problématique hommes-femmes supervisera les activités de formation et/ou de sensibilisation en la matière organisées à l'intention des organisations communautaires et des familles bénéficiaires ainsi que toutes les activités du projet dans le contexte desquelles il apparaît nécessaire de garantir clairement l'égalité entre les sexes. Les femmes devront représenter au moins 20% du personnel des institutions chargées de fournir un appui technique. Les activités de promotion de l'égalité entre les sexes tendront notamment à assurer: a) l'équité entre hommes et femmes dans le processus de développement du capital humain et social; b) une intégration accrue des ruraux, hommes et femmes, sur un pied d'égalité, aux initiatives économiques; et c) une participation accrue des ruraux, hommes et femmes, sur un pied d'égalité, à la gestion des ressources naturelles. L'on veillera, pendant l'exécution du projet, que chacune de ses composantes comporte une stratégie d'intervention différenciée pour les familles traditionnelles et pour les femmes chefs de ménage. Un coordonnateur sera nommé auprès de l'unité responsable des activités de promotion de l'égalité entre les sexes.

9. **Protection des ressources.** Le gouvernement adoptera toutes les mesures raisonnables qui s'imposent pour veiller au respect des dispositions légales en vigueur relatives à la protection de l'eau, des forêts et des ressources de la sauvagine dans la région couverte par le projet. Le gouvernement devra également adopter toutes les mesures en son pouvoir pour garantir la durabilité du projet sans porter préjudice à l'environnement.

10. **Conditions de décaissement.** Aucun retrait ne sera effectué tant que: i) le gouvernement n'aura pas ouvert le compte du projet et n'aura pas mis à la disposition des parties intéressées le versement initial de fonds de contrepartie; ii) le contrat de services de gestion avec une organisation internationale n'aura pas été dûment signé; et iii) les statuts du fonds compétitif de capitalisation productive et les statuts du fonds d'investissement dans l'environnement n'auront pas été approuvés par le FIDA.

11. **Conditions d'entrée en vigueur.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt:

- a) l'UGP a été établie et le directeur du projet a été sélectionné et dûment nommé avec l'approbation tacite préalable du FIDA;
- b) l'accord de prêt a été dûment signé et la signature et l'exécution de celui-ci ont été dûment autorisées et ratifiées conformément à toutes les formalités gouvernementales nécessaires; et
- c) un avis juridique favorable délivré par le Service juridique de la Direction générale des investissements et du crédit public a été remis par le gouvernement au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

EL SALVADOR

Land area (km² thousand) 2002 1/	21	GNI per capita (USD) 2002 1/	2 110
Total population (million) 2002 1/	6.42	GDP per capita growth (annual %) 2002 1/	0.4
Population density (people per km²) 2002 1/	310	Inflation, consumer prices (annual %) 2002 1/	2
Local currency	USD	Exchange rate: USD 1 =	
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1996-2002 1/	1.7	GDP (USD million) 2002 1/	14 284
Crude birth rate (per thousand people) 2002 1/	26	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1982-1992	2.1
Crude death rate (per thousand people) 2002 1/	6	1992-2002	3.7
Infant mortality rate (per thousand live births) 2002 1/	33	Sectoral distribution of GDP 2002 1/	
Life expectancy at birth (years) 2002 1/	70	% agriculture	9
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	30
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	24
Total labour force (million) 2002 1/	2.84	% services	61
Female labour force as % of total 2002 1/	37	Consumption 2002 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	8
School enrolment, primary (% gross) 2002 1/	112 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	90
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2002 1/	20	Gross domestic savings (as % of GDP)	2
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita 2/	n/a	Merchandise exports 2002 1/	2 992
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2002 3/	23 a/	Merchandise imports 2002 1/	5 190
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2002 3/	12 a/	Balance of merchandise trade	-2 198
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2002 1/	8 a/	before official transfers 2002 1/	-2 464
Physicians (per thousand people) 2002 1/	n/a	after official transfers 2002 1/	-384
Population using improved water sources (%) 2002 3/	77 a/	Foreign direct investment, net 2002 1/	234
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	80-94	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 3/	82 a/	Overall budget balance (including grants) (as % of GDP) 2002 1/	0 a/
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2002 1/	3 a/
Food imports (% of merchandise imports) 2002 1/	18	Total external debt (USD million) 2002 1/	5 828
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2002 1/	1 109 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2002 1/	44
Food production index (1989-91=100) 2002 1/	110	Total debt service (% of exports of goods and services) 2002 1/	8
Cereal yield (kg per ha) 2002 1/	2 477	Lending interest rate (%) 2002 1/	14 a/
Land Use		Deposit interest rate (%) 2002 1/	9 a/
Arable land as % of land area 2002 1/	32		
Forest area as % of total land area 2002 1/	6 a/		
Irrigated land as % of cropland 2002 1/	5 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2004

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2004

PREVIOUS IFAD FINANCING IN EL SALVADOR

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Denominated Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of Approved Amount)
Agricultural Credit Project for Phase III of a Programme	IDB	IDB	I	12 Dec 84	26 Sep 85	30 Jun 90	L - I - 163 - ES	SDR	5 050 000	100%
Smallholders' Agricultural Development Project in the Paracentral Region	IFAD	BCIE	I	02 Oct 90	30 Nov 92	30 Jun 01	G - I - 502 - SV	USD	14 000	58%
Smallholders' Agricultural Development Project in the Paracentral Region	IFAD	BCIE	I	02 Oct 90	30 Nov 92	30 Jun 01	L - I - 267 - ES	SDR	6 500 000	97%
Rehabilitation and Development Project for War-Torn Areas in the Department of Chalatenango	IFAD	UNOPS	I	03 Dec 92	08 Mar 94	31 Dec 02	G - I - 576 - SV	USD	22 000	100%
Rehabilitation and Development Project for War-Torn Areas in the Department of Chalatenango	IFAD	UNOPS	I	03 Dec 92	08 Mar 94	31 Dec 02	L - I - 322 - ES	SDR	9 250 000	100%
Rural Development Project for the North-eastern Region	IFAD	UNOPS	I	04 Dec 97	21 May 99	30 Jun 05	L - I - 465 - SV	SDR	13 050 000	84%
Rural Development Project for the Central Region (PRODAP-II)	IFAD	UNOPS	I	29 Apr 99	05 Apr 01	31 Dec 07	L - I - 508 - SV	SDR	9 550 000	61%
Reconstruction and Rural Modernization Programme	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 01	23 Dec 02	30 Jun 09	L - I - 579 - SV	SDR	15 650 000	11%

LOGICAL FRAMEWORK

El Salvador: Rural Development and Modernization Project for the Eastern Region
Logical Framework and RIMS Reporting Format

OBJECTIVES	INDICATORS ⁸	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
<p>Development Goal Living conditions of men, women and young small farmers and micro-entrepreneurs of the Eastern Region are significantly improved</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>5.000 households with improved assets ownership, disaggregated by sex</i> • <i>50 % of reduction of the prevalence of child malnutrition, disaggregated by sex</i> • <i>3.500 households with sustainable access to an improved source of water (drinking water)</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • RIMS benchmark, mid-term and terminal survey 	
<p>Objective of the Programme Rural organizations and their members enhance their economic, social and environmental development options and opportunities for improved rural livelihoods in the Departments of La Unión, Morazán, San Miguel and Usulután</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>7.750 households have improved their food security</i> • <i>500 enterprises operational/functional</i> • <i>1050 women on management committees</i> • <i>600 enterprises operating after three years</i> • <i>12.750 jobs generated by small and medium enterprises</i> • <i>50 % of young people inserted in the labor market, disaggregated by sex</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • Terminal and mid-term surveys • M&E reports • Rural Appraisal Studies • Methodology of Pro-genero- – Closing the gender gap- • Business analysis of target group • GIS systems results 	<ul style="list-style-type: none"> • Poverty mitigation policies are fostered by the national government
<p>Human and Social Capital Strengthening Component Output 1 Economic organizations are strengthened and empowered in their management business and entrepreneurial capacities</p> <p>Output 2 Departmental Consultative Committees have strengthened their capacities for intervention in the rural development process through generating specific policies for poverty reduction and dialogue opportunities</p>	<p>Rural community development</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>840 economic groups formed/strengthened</i> • <i>28.000 people –men and women- belonging to groups</i> • <i>1.710 leaders –men and women- strengthened in their capacities to lead associative development processes</i> • <i>500 economic groups with women in leadership positions</i> • <i>500 projects implemented by economic groups.</i> • <i>5.000 young people –men and women- trained in technical skills</i> • <i>Poverty reduction policies generated are incorporated into a national strategy for poverty reduction of the GOES</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • Annual Monitoring reports • Records of systematization • Diagnostic and participative plan of economic organizations • Reports of providers of services • Records of organizations • Records of local forums 	<ul style="list-style-type: none"> • Local political power does not interfere with the implementation of the project

⁸ RIMS indicators are in italics. Economic organizations (or groups) are equivalent to small and medium enterprises.

OBJECTIVES	INDICATORS ⁸	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
with the main actors involved			
<p>Rural Business Development Component Output 3</p> <p>Rural technical market oriented and entrepreneurial support services are delivered to the rural poor beneficiaries and their economic organizations</p>	<p>Rural services</p> <ul style="list-style-type: none"> • 28 000 persons-men and women- receiving project services • 25 200 people –men and women- accessing technical advisory services • 60% of enterprises with improved procedures of business management <p>Rural enterprises development</p> <ul style="list-style-type: none"> • 17 000 persons –men and women- trained in productive skills • 60% of enterprises are integrated in the market information system • 60% of enterprises with profitable market channels for commercialization in the local and external market • 60% of enterprises having access to new markets <p>Rural financial Services (Funds)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 750 active borrowers of local IFIs financed by the Trust Fund disaggregated by sex • 17 000 direct beneficiaries of Competitive fund • 10 projects identified and supported jointly with IFAD Remittances Grant 	<ul style="list-style-type: none"> • Annual Monitoring reports • Records of systematization • Diagnostic and participative plan of economic organizations • Reports of providers of services • Records of organizations 	<ul style="list-style-type: none"> • There is stability in the relative price of expenses, products and services
<p>Rehabilitation and Natural Resource Management Component * Output 4</p> <p>Beneficiaries are enabled to revert in the priority areas processes of soil erosion, desertification, and the deterioration of available water for productive activities.</p>	<p>Natural resource management</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 trainers trained in their capacities in environmental education, disaggregated by sex • 25 500 people trained in their capacities in environmental education, disaggregated by sex and type of student • 40 000 has with land improved through soil and water conservation measures • 10 environmental units and councils in Municipalities strengthened their capacities in management of environmental policies • 13 resource management plans enacted <p>Environmental fund</p> <ul style="list-style-type: none"> • 500 enterprises having access to environmental funds by type of investment • 13 Municipalities having access to environmental funds by type of investment 	<ul style="list-style-type: none"> • Annual Monitoring reports • Records of systematization • Diagnostic and participative plan of economic organizations • Reports of providers of services • Diagnostic and environmental plan of Municipality • GIS mapping • School curriculums 	<ul style="list-style-type: none"> • Organizations and Municipalities develop a long term vision about proper care of natural resources that are not significantly modified when authorities are changed

* Includes loan and grant financing activities.

RIMS REPORTING FORMAT EL SALVADOR

Results and Impact System:

			Benchmark	Mid-term	Completion	Target		
Impact indicators	Households that have improved food security	number				7750		
(2nd level indicators)	Households with improvement in household assets ownership index	number				5000		
	Prevalence of child malnutrition (height for age, girls/boys)	percentage				50% of reduction		
	Households with sustainable access to an improved source of water	number				3.500		
			Period: First Year			Cumulative		
Component/ Output/	Indicator	Unit	AWP&B	Actual	% of AWPB	Appraisal	Actual	% of Appraisal
General	Persons receiving direct project services	number				28.000		
		number/women				11.200		
	Enterprises operational/functional	number				500		
	Women on management committees	number				1050		
	Enterprises operating after three years	number				600		
	Jobs generated by small and medium enterprises	number				12.750		
C1: Human and Social Capital Strengthening								
Output 1:	Economic groups formed/strengthened	number				840		
	People belonging to groups	number				28.000		
	Groups with women in leadership positions	number				500		
	Projects implemented by small and medium enterprises	number				500		
C2: Rural Business Development								
Output 3:	Persons receiving project services	number				28.000		
	Persons accessing technical advisory services	number				25.200		
	Persons trained in productive skills	number				17.000		
	Active borrowers of local IFIs	number				3750		
C3: Rehabilitation and natural resource management								
Output 4:	Trainers trained in environmental education	number				50		
	Persons trained in environmental education by gender and type of student	number				25.500		
	Land improved through soil and water conservation measures	ha				40.000		
	Resource management plans enacted	number				13		

RURAL POVERTY IN EL SALVADOR

1. Over the last 10 years, poverty in El Salvador has shown a steady and significant reduction, evolving from 52,9 in 1995 to 42,9% in 2002 in the total country population. In rural areas, poverty levels still remain high with 55,8% of the population living under the poverty line. The proportion of people living under the extreme poverty line has remained almost constant over the period 1995 – 2002 (Table 1), an remains at 29,1% in rural areas.

Table 1: Evolution of Poverty and Extreme Poverty in El Salvador 1995 – 2002
(in % of the population)

		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Poverty	Country	52,9	58,1	55,4	50,5	47,5	44,7	44,4	42,9
	Urban	43,9	47,6	44,3	40,6	37,6	34,3	35,3	34,0
	Rural	63,9	70,7	69,2	64,0	61,2	59,3	57,2	55,8
Extreme Poverty	Country	21,0	26,3	23,2	22,6	20,1	19,3	19,3	19,2
	Urban	14,1	17,4	14,7	14,8	12,2	10,8	11,9	12,2
	Rural	29,2	37,0	33,6	33,3	30,9	31,1	30,0	29,1

Source: PNUD. 2003. Informe sobre Desarrollo Humano en El Salvador. Compendio estadístico.

2. According to UNDP (2003), poverty reduction is explained by a series of factors: (i) sustained levels of economic growth; (ii) increments in the proportion of the national budget (and of the GDP) devoted to social investments; (iii) use of innovative social investment funds and programmes; and (iv) coping and development strategies of the poor population. Migration to the US and the correspondent flow of remittances has been one of the major factors of poverty reduction. Remittances' impact has been more significant than several GOES social programmes.

3. Educational level is an important determinant of poverty. The low levels of education that were prevalent during the 70's in Central America were aggravated by 12 years of internal conflict and the consequent economic crisis. While an important effort has been made during the 1990 – 2000 decade and a reduction of 13% in the incidence of illiteracy has been achieved, still 20% of the population older than 10 years of age are illiterate. Differences are significant by sex and location: while 34.6% of rural women are illiterate the corresponding figure for males is 28.7%.

4. A differential access to labour opportunities and education are part of the determinants of the urban-rural income gap. By 2001 the average urban income was 2.7 times the average for rural areas. The highest urban income segment earned more than 30 times the salary of the lowest rural segment. This difference is also important from a gender perspective (USD 126,8 for men vs USD 92,2for woman), showing a high degree of gender inequities in the rural sector.

5. Poverty in El Salvador has historical roots related to the inequities that generated the armed conflict during the 80's. Over the last decade the urban oriented manufacturing and services economic model, while improving the conditions of the urban poor, has been unable to solve social and economic differences affecting rural populations. The great dependency of the rural poor, particularly the extremely poor, on agriculture for a significant proportion of their income, either as producers or labourers, has further reduced their possibilities of improving their living conditions. The situation is aggravated by the inefficiencies and low performance showed by the agricultural sector over the last decade.

AREAS OF IFAD GOVERNMENT POLICY DIALOGUE

The GOES has established a set of national and sector policies that provide guidance to the country's poverty alleviation and social investment programmes for the period 2005 - 2009. El Salvador's institutional frame for an active IFAD/GOES policy dialogue involves the participation of the Ministry of Agriculture and Livestock (MAG), responsible for agricultural/rural development and poverty alleviation. Given the past harmonized approach to poverty alleviation between the Fund and MAG and the wealth of experiences and lessons learned derived from previous and on-going IFAD projects, policy dialogue will continue to concentrate on conceptual and operational issues. Areas for policy dialog include:

- **Institutional framework for poverty alleviation:** To effectively implement the Nation's Plan 2004 – 2009 as well as MAG's policy-framework for poverty alleviation, MAG's institutional framework for programme and project implementation needs to be strengthened. As stated, IFAD's operations have focused on an area-based project approach, directly related to the post-conflict pacification and reconstruction needs. Presently, with a more stable political and economic context the design and implementation of an institutional framework for long term poverty alleviation programme needs to be addressed. IFAD and GOES maintain an active dialog with regard to the nature, participants and operative schemes that could shape a poverty alleviation/rural development policies and strategies. IFAD, RUTA, IICA, DFID, GTZ and other local institutions have actively participated in the discussion of this issue, and as a result, a Sector Policies document has been prepared and presented to the Nation by the President of El Salvador, January 26, 2005. As the Extreme Poverty Eradication Plan and Compliance with the Millennium Development Goals initiative starts its operations in 2005, further interactions are foreseen to put in place adequate and innovative operational and institutional alternatives.
- **Rural Development and Decentralization:** The decentralization process that has been implemented over the last decade as part of GOES rural development strategy, has meant the mobilization of planning, decision making and implementation of state initiatives to local governments in the area of rural and social development. However, local lack of consensus among major political parties have prevented the full implementation of decentralization policies and actions. Thus, an open and broad policy dialogue should be promoted by IFAD to encourage GOES central institutions and policy decision makers to continue improving mechanisms for transferring decision power and resources to local governments. Given the political division of El Salvador in municipal districts (with elected officials) and departments (with appointed officials), studies and analysis should indicate what responsibilities, functions and financial resources should be place in each on them. The present project has established four Departmental Consultative Committees, one for each participating department in order to strengthen policy dialog on rural development, poverty reduction and decentralization, as well as local inter institutional coordination.
- **Rural Financial Services:** As previously stated, the design of PROCHALATE in 1992 proposed an innovation in rural financial services by including local financial service institutions (mostly local S&L cooperatives) as credit providers. However, due to political, operational and legal restrictions, its implementation faced problems that prevented the full achievement of the expected results. A new law regulating formal and informal financial institutions has recently been enacted, opening possibilities for the participation of rural organizations as providers of financial services. Given the importance of accessible rural financial services to poor rural populations, this area of policy dialog with MAG should continue in the present project, using inputs from PRODERNOR, PRODAP-II and PREMODER field operations.

APPENDIX VI

MATRIX OF POVERTY DETERMINANTS AND REQUIRED PROJECT ACTIONS

IFAD Target Group	Poverty Determinant	Effects	Required Project Actions
Men and women landless farmers and rural youth	Low level of human capital	Low self-esteem	<ul style="list-style-type: none"> • Education and training • Empowerment
		Illiteracy	<ul style="list-style-type: none"> • Basic Education
	Low level of social capital	Low organizational Capacity	<ul style="list-style-type: none"> • Training in organization & management
	Low labor skills	Low income generating capacity	<ul style="list-style-type: none"> • Labor skill training
Men and women subsistence, small poor farmers and small rural entrepreneurs	Low level of productive assets	Low income generating capacity	<ul style="list-style-type: none"> • Marketing support services • Market oriented agricultural & non-agricultural demand-led supporting services • Adapted technology
		High transaction costs	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion of productive and marketing economic organizations
		Low level of access to financial resources	<ul style="list-style-type: none"> • Rural Modernization Fund • Support to access current and new rural financial services
	Degraded natural resources	Low productivity and limited sustainability	<ul style="list-style-type: none"> • Pro-active natural resource management support actions • Environmentally sensitive productive technologies • Strengthen organizations and municipal governments capacity to establish environmentally sound policies and actions • Environmental Funds

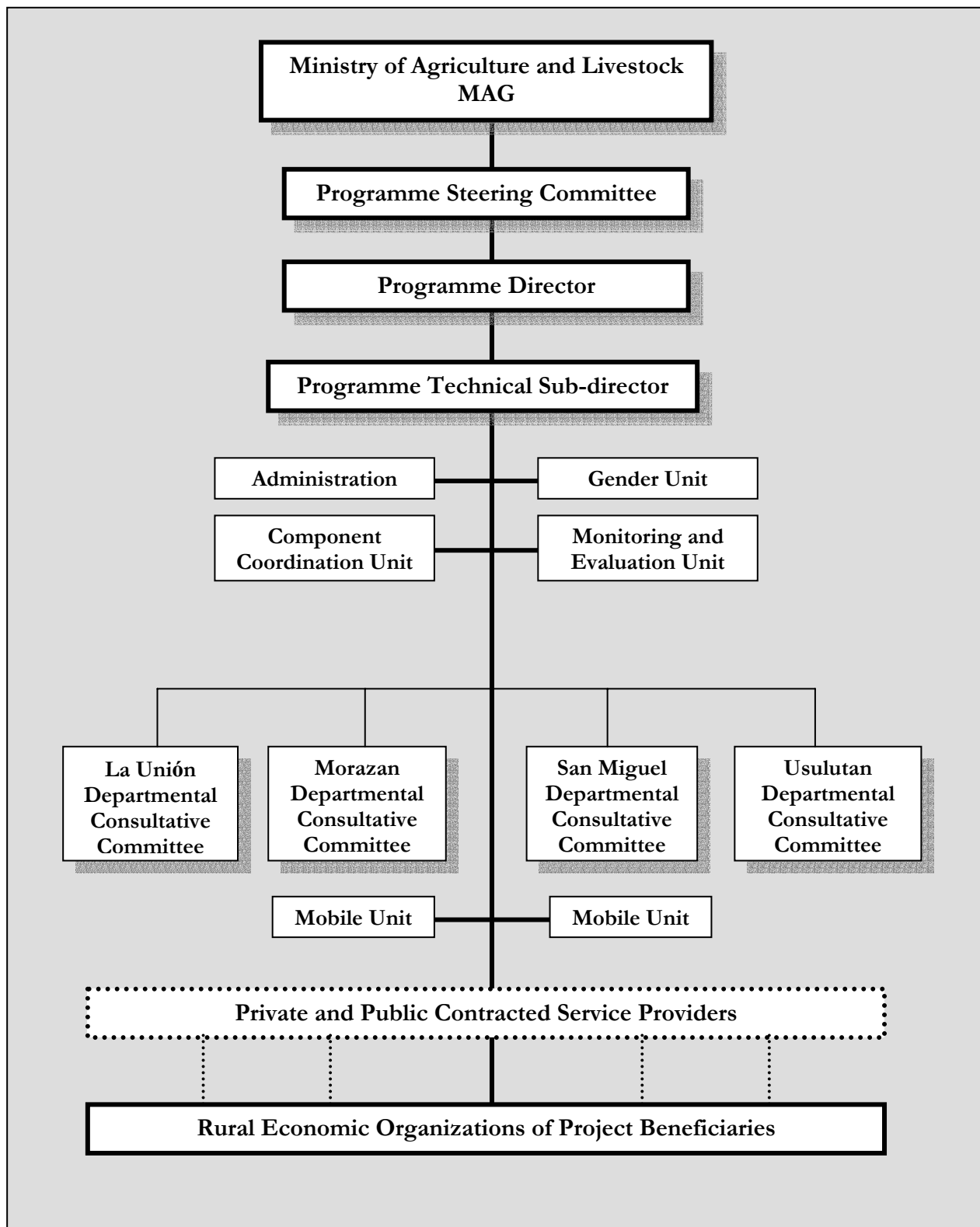
APPENDIX VII

PROJECT PRIORITY MUNICIPALITIES

(Based on poverty levels of municipalities as evaluated by GOES Extreme Poverty Eradication Plan and Compliance with the Millennium Development Goals)

Department	Municipalities	Population	Area (km ²)	Social Investment Budget (USD)	Poverty Index
Morazán	Torola	1 521	58,26	179 096	53,9
	Guatajiagua	10 842	70,77	468 591	47,0
	Gualococti	3 296	18,62	227 432	48,4
	San Isidro	3 320	11,51	223 461	46,7
	Joateca	3 844	66,27	261 548	40,7
	San Simón	9 317	39,14	408 625	40,2
	Cacaopera	10 484	135,70	482 192	35,9
	Corinto	17 384	95,00	666 747	35,2
	Yamabal	3 852	84,10	270 644	36,9
	Arambala	2 115	114,20	222 255	31,1
	Chilanga	9 014	34,30	408 685	34,8
	San Fernando	1 029	26,90	163 181	35,1
	Sensembra	3 335	22,00	238 102	36,9
	Lolotiquillo	4 837	22,60	283 287	33,2
	Tecapán	8 238	48,40	383 335	31,9
	El Rosario	1 286	19,10	166 416	30,5
Delicias de Concepción	4 956	20,20	277 611	30,2	
San Miguel	San Antonio	7 820	16,91	338 754	52,1
	Carolina	9 210	52,92	412 595	41,5
	Sesori	12 462	203,30	537 233	30,2
	San Gerardo	6 321	82,80	338 576	32,2
	Ciudad Barrios	32 534	68,10	811 939	31,3
	San Jorge	9 460	37,70	409 703	30,5
Usulután	Nueva Granada	8 179	89,73	394 457	50,1
	San Agustín	4 425	103,44	268 666	41,2
	San Francisco Javier	6 043	45,30	312 910	40,1
	Alegría	13 585	40,40	494 652	36,8
	Concepción Batres	12 379	119,10	506 417	29,0
	Ozatlan	12 109	50,20	463 956	29,5
Juacurán	12 777	239,70	539 224	32,8	
La Unión	Lislique	17 075	98,90	566 692	36,2
	Yayantique	5 925	41,90	310 022	30,4
	San Jose	4 528	45,20	261 885	29,6

ORGANIZATION AND MANAGEMENT



APPENDIX IX

FINANCIAL RESULTS OF AGRICULTURAL BUSINESSES

1. Proposed innovative agricultural and non-agricultural activities would substantially increment current family income, and will generate new labour positions (see table below). Five examples of economic activities found in the Project area, with potential for expanded production and marketing are the cultivation of “persico” lemon (*Citrus latifolia*), organic coffee, shrimp farming, the traditional family cheese manufacturing, small bakery and rural tourism.

2. All five activities show good economic indicators, with rural tourism and small bakery presenting an advantage in terms of generation of labour and daily wages (1 800 and 2 027 wages/years, respectively) and permanent yearly labour positions (5, 0 and 6,0, respectively). The rural tourism micro-enterprise generates the largest annual net income of USD 16 496. All agricultural and non-agricultural models are prevalent in the project area, with no-restrictions in the rate of up-take of the selected models; in many cases, Project actions will involve the improvement of production, transformation and marketing processes of current economic activities.

3. The rural tourism micro-enterprise is new in the Project area, however to date several small units have been established in the mountainous and pine forest areas of Morazán. The project strategy is focused on the improvement of and the introduction of a business approach to agricultural and non-agricultural activities that are already present in the area, while introducing innovative initiatives to a selected group of consolidated farmers or micro-entrepreneurs organizations.

Economic Indicators of Proposed Agricultural Activities

Activity	Unit of measurement	Generation of Employment		Net Income USD/season	Internal Rate of Return %
		Daily Wages wages/year	Labor Positions No. of positions		
Lemon	1 ha	232	1.0	4 355	43
Gourmet Coffee	1 ha	321	1.0	688	18
Shrimp farming	1 ha	540	1.0	6 225	46
Cheese manufacturing	Small 400 lt family processing y plant	765	3.0	8 950	NA
Small bakery	Micro-enterprise	1 800	5,0	10 785	39
Rural tourism	Micro-enterprise	2 027	6,0	16 496	185